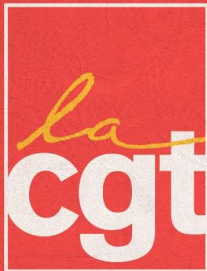


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Record de millionnaires et coup de rabot social : voilà le vrai visage de leur « en même temps » !

Deux informations s'entrechoquent en quelques jours : avec 25 000 millionnaires supplémentaires entre 2021 et 2022, la France devient médaille de bronze mondiale et se distingue des autres pays européens où leur nombre diminue ; et la création, par le gouvernement, d'un montant net social qui devrait affecter les revenus de plus de 6 millions de précaires.

Il s'agit, en fait, des deux faces d'une même politique néo-libérale menée à marche forcée depuis 2017 et revendiquée par le président de la République et sa majorité.

D'un côté selon les économistes, auteur·rices de rapports internationaux¹, il y a « un écosystème qui favorise avec beaucoup d'aides publiques la création de richesses » et qui profite à certains profils d'entrepreneurs. Tou·tes reconnaissent que l'État subventionne énormément, par une myriade de moyens. On retrouve là notamment les 80 milliards annuels d'exonérations de cotisations sociales accordées aux employeurs sans aucune contrepartie et que la CGT dénonce sans relâche².

De l'autre, le gouvernement, derrière un objectif affiché de simplification de l'accès aux droits sociaux, en profite pour changer la base des ressources qui servaient à définir le montant des aides comme la prime d'activité et le RSA. Le changement de la base des ressources prises en compte, partant d'un nouveau montant affiché sur les bulletins de paie depuis juillet 2023, **le montant net social, et non plus du net à payer avant impôt, aura un impact négatif pour tou·tes les salarié·es bénéficiaires de ces minimas.**

En effet, en y intégrant des éléments qui n'étaient pas considérés comme de la rémunération, comme la contribution des employeurs au contrat de retraite supplémentaire ou de prévoyance, divers avantages en nature, les titres restaurants, des remboursements employeurs (participation employeurs aux frais de garde d'enfants, forfait mobilité durable),

¹ <https://www.ubs.com/global/en/family-office-uhnw/reports/global-wealth-report-2023.html> et Christopher Dembik, directeur de recherche macro-économique chez Saxo Banque sur France Inter.

² Se reporter notamment à la recherche menée par l'IRES pour la CGT « Le coût du capital : entre pertes et détournement de richesses - Mieux saisir le capital pour en mesurer le coût pour la société » <https://ires.fr/publications/cgt/le-cout-du-capital-entre-pertes-et-detournement-de-richesses-mieux-saisir-le-capital-pour-en-mesurer-le-cout-pour-la-societe>

etc., les prestations versées vont mécaniquement baisser pour la majorité des bénéficiaires du RSA et de la Prime d'Activité, voire disparaître pour certain-es qui seront désormais considéré-es comme ayant des revenus trop élevés.

Ainsi, les autorités concernées nous parlent « d'ajustements » à la marge. Mais, perdre, par exemple, 80 euros de primes d'activité quand on a une inflation alimentaire de 15 % ou une rentrée des classes qui coûte 10 % de plus, cela représente une semaine de courses de produits de première nécessité. Les privations des moins favorisés vont donc s'aggraver !

Ceci est dans la droite ligne des réformes déjà appliquées comme celle de l'Assurance-chômage ou bien de celles envisagées comme France Travail et ses conséquences pour les bénéficiaires du RSA, avec le Contrat d'Engagement et les 15 à 20h de travail par semaine, ou encore le doublement de la franchise sur les médicaments : c'est toujours aux plus précaires qu'on demande le plus d'efforts.

Pour la CGT, le gouvernement doit d'urgence faire d'autres choix politiques et sociaux pour répondre aux besoins de la population, notamment en termes d'augmentation des salaires et d'emploi.

La CGT les a regroupés dans ses 100 propositions publiées avant l'été : <https://www.cgt.fr/100propositions>

Montreuil, le 29 août 2023